

La modernisation de l'agriculture italienne et le cas de l'Emilie-Romagne

Bertolini P.

in

Jouve A.-M. (ed.).

La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29

1997

pages 67-80

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI971503>

To cite this article / Pour citer cet article

Bertolini P. **La modernisation de l'agriculture italienne et le cas de l'Emilie-Romagne.** In : Jouve A.-M. (ed.). *La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)*. Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 67-80 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

La modernisation de l'agriculture italienne et le cas de l'Emilie-Romagne

Paola Bertolini
Université de Modène (Italie)

Résumé. Après avoir présenté les aspects généraux du développement agricole italien, l'étude examine le cas de l'Emilie-Romagne : cette région a une importance considérable parmi les régions de la «Tierce Italie» parce qu'elle constitue le plus fort centre de développement économique agro-alimentaire, tant à l'intérieur de cette zone que dans le panorama national. La thèse que soutient l'étude est que l'évolution et le succès économique des procès agro-industriels de la région va conduire à l'activation d'économies de variété sociale (*scope economies*). L'étude souligne l'importance de l'extension agricole et de sa diversification dans l'après-guerre, qui a été un élément crucial pour le développement du système agro-industriel dans les années suivantes. Elle examine ensuite les synergies positives constituées au cours du développement, entre agriculture et secteurs amont et aval, avec le complexe économique du territoire et l'organisation institutionnelle. L'importance de l'intégration de l'agriculture dans le système local, qui est ici retenue comme la variable clé du succès économique de la région, conduit à redéfinir les paramètres d'efficacité des exploitations agricoles.

Mots clés. Agriculture - Economie de variété - Développement local - Coopération - Région Emilie-Romagne - Italie

I – Introduction : les différents aspects de la modernisation de l'agriculture italienne

L'agriculture italienne a connu une forte modernisation qui a permis de modifier complètement son poids dans l'économie nationale et ses principales fonctions, de même que l'organisation des systèmes productifs à différents niveaux. Cette évolution générale comporte des aspects qui se sont manifestés successivement au cours des vingt dernières années et ont permis à l'agriculture italienne d'évoluer conformément à celle de la plupart des pays européens :

- ❑ un changement radical du rôle de l'agriculture dans l'économie nationale, qui a entraîné une forte réduction du poids du secteur dans le produit intérieur brut (PIB) et l'emploi ;
- ❑ une réduction de l'espace sectoriel dans la chaîne alimentaire, à cause de l'évolution des types de consommation alimentaire, de l'organisation de la production et de sa technologie, de la capacité de conservation des biens alimentaires. Dans une chaîne alimentaire qui est devenue de plus en plus longue, le secteur primaire occupe un espace plus réduit et son rôle est limité à la fourniture des matières premières. Par ailleurs, l'agriculture a rempli d'autres fonctions, par exemple, la sauvegarde de l'environnement ;
- ❑ une croissance sectorielle très importante : en Italie, l'augmentation de la production agricole et de la productivité sectorielle (par hectare et par unité de travail) concerne toute l'agriculture nationale, même s'il existe des différences entre les régions et, surtout, entre plaine et montagne. En général, les relations entre la croissance sectorielle et les mesures de politique agricole sont assez nettes. En effet, à partir des années 1970, la politique agricole communautaire joue un rôle directif très important dans l'évolution de l'agriculture italienne et de ses différentes composantes. Egalement, la restriction des aides communautaires, à partir de la fin des années 1980, a eu des effets considérables sur la chute du revenu et de la valeur ajoutée (VA) de l'agriculture ;

- un changement profond dans la structure et l'organisation des entreprises agricoles, avec une réduction générale du nombre des exploitations et une concentration de la surface agricole dans les plus grandes entreprises (plus que 50 hectares). Toutefois, la dimension moyenne des exploitations se maintient à un niveau largement inférieur à celui de la moyenne européenne (7 hectares contre le double dans l'Union) ; ceci s'explique par la spécificité structurelle italienne qui perpétue une polarisation considérable entre grandes et petites exploitations, ces dernières constituant la majorité des exploitations agricoles. La grande extension des productions méditerranéennes est une des raisons qui expliquent le maintien des petites unités de production, dont la présence est renforcée aussi par une loi successorale qui permet le démembrement de l'exploitation entre les héritiers. Liées à une organisation familiale très solide et indépendamment de leurs dimensions, les exploitations italiennes sont en général bien intégrées aux différents marchés des facteurs et des produits.

Si ces généralités sur le développement national peuvent être assez facilement connues grâce aux statistiques disponibles et à l'abondance de littérature développée sur ces aspects, il existe de nombreuses spécificités du développement sectoriel qui ont amené à parler de différents modèles d'organisation et d'évolution sur le territoire national et qui font encore l'objet de débats. La discussion des dernières années a souligné la coexistence de plusieurs voies de développement économique et la nécessité de modifier l'approche traditionnelle en termes de dualisme du développement de l'agriculture italienne qui soulignait les aspects dichotomiques du développement agricole comme le contraste entre le Nord et le Midi ou entre les entreprises capitalistes et paysannes.

La nécessité de changer cette approche dichotomique est renforcée par deux éléments de réflexion très importants dans le cadre général des études sur l'économie italienne. Le premier concerne les études qui soulignent la perte de la position centrale pour l'expansion économique occupée par la grande entreprise industrielle et les pôles de concentration industrielle localisés dans le nord-ouest du pays. De nombreuses études montrent plutôt la coexistence de voies différentes pour le développement économique, avec des formes d'organisation très variées. En particulier, l'attention s'est concentrée sur les aspects typiques du Centre et du Nord-Ouest italien, en raison de la bonne performance économique de ces systèmes. C'est la «Tierce Italie» (Bagnasco, 1977) : tiers parce que la spécificité de l'organisation économique distingue ces zones, par l'absence de position centrale de la grande entreprise, typique du nord-ouest, et des formes de retard économique encore évidentes dans le sud du pays.

L'autre élément de critique des modèles standard dichotomiques est constitué par les études menées sur les systèmes locaux de petites et moyennes entreprises, qui montrent l'existence et la force des systèmes économiques nommés «districts industriels», à cause de la définition faite par Marshall (Brusco, 1989 ; Becattini, 1987)¹. Les études sur la diversification des démarches économiques montrent que les zones du Centre-Nord-Ouest représentent des éléments dynamiques et forts de l'économie italienne, tandis que les recherches sur les districts industriels examinent les aspects théoriques pour expliquer la structure et la conduite de ces systèmes, centrés sur les petites et moyennes entreprises.

Evidemment, il est possible de voir une convergence des deux approches vers l'idée qu'une des plus importantes spécificités du développement est liée à la localisation, qui semble jouer un rôle primordial pour l'explication de la variabilité des formes d'organisation et de la performance des différents systèmes productifs. A ce propos, il faut souligner que les questions de la localisation ont perdu les connotations dichotomiques traditionnelles pour acquérir, plutôt, l'idée de l'importance de la localisation dans la construction d'une pluralité de parcours évolutifs et de modèles d'organisation. En plus, il faut préciser que l'importance de la localisation n'est pas due à des variables naturelles, comme la fertilité du sol, mais tient à l'action jouée dans les différents territoires par les variables sociales, culturelles et institutionnelles, manifestées dans le cours de l'histoire. Nous chercherons à montrer ces aspects qui ont joué un rôle positif dans le cas régional examiné.

La réflexion que nous suivons tient compte des thèmes du débat que nous avons rapidement résumé ci-dessus, en analysant en particulier le cas de l'Emilie-Romagne (ER). Cette région a, parmi les régions de la «Tierce Italie», une importance considérable parce qu'elle constitue le plus fort centre de développe-

ment économique agro-alimentaire, tant à l'intérieur de cette zone que dans le panorama national. A titre d'exemple, sur le plan productif, l'ER offre la plus importante contribution à la valeur de la production brute (PBV) nationale (4 540 ml de lires en 1990), et représente, avec la Lombardie (4 235 ml) et la Vénétie (3 300 mlr), la plus importante zone de production du secteur agricole.

La thèse soutenue dans l'étude est que l'évolution et le succès économique des procès agro-industriels de la région va conduire à l'activation d'économies de variété sociale (*scope economies*) (Williamson et Winter, 1991). A cet égard, nous soulignerons la spécificité des caractéristiques agricoles de la région depuis la période du décollage industriel et nous verrons les synergies positives constituées, au cours du développement, entre agriculture et secteurs amont et aval, avec le complexe économique du territoire et l'organisation institutionnelle.

II – L'agriculture régionale dans le décollage industriel de l'après-guerre : importance de l'agriculture et de la diversification de l'activité

Après la guerre et jusqu'aux années 1960, l'ER offre des particularités importantes qui la rendent différente, même des autres régions limitrophes, et qui amènent les observateurs à la placer dans une dimension économique périphérique par rapport aux autres zones à haut développement, connues comme triangle industriel et concernant le Piémont, la Lombardie et la Ligurie (Tassinari, 1986). En particulier, à notre avis, il est possible de démontrer que l'interaction de trois éléments est très importante pour caractériser le développement du système agro-alimentaire et même la configuration économique générale, fondée sur une structure économique de petites et moyennes entreprises, diffuses sur tout le territoire régional (modèle à économie diffuse).

Tableau 1. Chômage agricole* dans les années 1950-1960**

	1950	1960
Total Italie	346 368	331 659
Italie du Nord	120 911	168 659
<i>Emilie-Romagne</i>	81 498	158 965
<i>Vénétie</i>	16 890	3 432
Italie Centrale	25 270	13 773
<i>Latium</i>	12 564	5 386
Italie du Sud	139 677	97 549
<i>Pouille</i>	42 685	45 611
<i>Campanie</i>	39 489	15 209
Sicile et Sardaigne	60 510	51 391

* Nombre d'inscrits aux bureaux de placement

** Par zone géographique et par région avec les valeurs les plus élevées

Source : Inea, *Annuario dell'agricoltura italiana*, 1950 et 1960.

Le premier aspect à souligner est le maintien de l'importance de l'agriculture, marquée par une concentration massive de la force de travail agricole, qui à la fin des années 1960 représentait, en termes de journées de travail, 45% du total de l'Italie du Nord. La région avait aussi le taux de chômage agricole le plus élevé d'Italie (Tableau 1). Le deuxième aspect, lié au précédent, est la vaste diversification de l'activité agricole, à la différence des autres régions où la croissance économique de l'agriculture avait conduit à une forte spécialisation productive, avec un nombre limité de cultures². Il faut montrer à ce propos le rôle du métayage qui concernait la plupart des terres et qui poussait, même dans les grandes propriétés, à adopter des critères de gestion typique des économies paysannes, aboutissant à une pleine utilisation du travail familial, et à la maximisation de la productivité de la terre pour augmenter l'emploi et le revenu de l'activité agricole. Contrairement aux autres régions limitrophes, les productions très spécifiques, comme la riziculture, ne permettant pas l'organisation des fermes en métayage (Tableau 2) (Serpieri, 1947) ont été abandonnées.

La transformation des produits agricoles, souvent réalisée selon une structure artisanale et directement par la famille paysanne, se diversifiait et se répandait sur tout le territoire. Ces activités ont pris de l'ampleur grâce à l'industrialisation de la région, qui dans ses premières phases, a renforcé des activités déjà implantées, en particulier dans les secteurs agro-alimentaire, mécanique et textile (Tassinari, 1986).

Tableau 2. Ouvriers agricoles vacataires en Emilie-Romagne (1958-1966)

Provinces	1958		1966	
	Nombre	Journées	Nombre	Journées
Bologna	39 808	4 108 880	25 502	2 504 613
Ferrara	71 862	7 305 725	45 712	4 622 059
Ravenna	35 065	3 397 929	28 780	2 556 332
Forlì	18 955	1 187 912	21 452	1 930 420
Modena	31 256	3 296 012	23 064	2 357 635
Reggio Emilia	22 642	1 879 538	14 893	1 458 538
Parma	10 851	879 231	9 025	810 082
Piacenza	17 290	1 428 386	11 758	1 067 873
Emilie-Romagne	247 729	23 483 613	180 186	17 307 552
Total Italie	1 712 083	172 888 493	1 578 505	162 590 395
dont Nord	514 329	51 971 573	350 439	37 168 265

Source : D'après les données SCAU (coll., *I Braccianti ...*, pp.196-209)

La région prend, donc, un caractère agro-alimentaire important : le Recensement Général de l'industrie de 1971 montre que l'ER, à l'échelle nationale, a la plus forte concentration d'emplois dans le domaine de la transformation agro-industrielle et de l'agro-alimentaire. Elle occupe la deuxième place, après la Lombardie, pour la transformation agro-alimentaire industrielle. Ce qui témoigne de l'importance des activités en aval de l'agriculture mais aussi en amont, bien évidente dans le grand espace du secteur agro-industriel, et souligne le rôle très important joué dans le développement économique de la région (Tableau 3).

Toutefois les statistiques n'offrent qu'une documentation partielle sur l'important réseau de relations établies en ER entre l'activité primaire et les secteurs se développant en amont et en aval, avec la consolidation et l'expansion des activités industrielles déjà existantes ou avec les nouvelles activités générées. La considérable extension de l'industrie mécanique et chimique a des racines profondes dans le système de relations établi avec l'agriculture, afin de satisfaire les exigences de la mécanisation agricole, la conservation et la transformation des produits agricoles. A titre d'exemple, ce n'est pas par hasard que l'expansion du pôle chimique est localisée surtout là où il y avait une forte concentration du travail de transformation du sucre (Ravenna) et que le groupe qui gérait cette activité a essayé d'acquiescer tout le contrôle de la chimie nationale, avec les vicissitudes connues de la famille Gardini³. Inversement, l'agriculture a eu un rôle primordial dans la promotion d'importants systèmes locaux de petites et moyennes entreprises, centrés sur la production de qualité : c'est le cas, par exemple, du système pour le Parmesan (Bertolini, 1988 ; Giovannetti, 1994), et de celui des jambons de Parme (Mora et Mori, 1994) ou, peut-être, moins connu mais non pas moins important pour l'économie locale, du petit fruit rouge de Vignola.

Tableau 3. Emploi dans les secteurs de la transformation liés à l'agriculture en 1971

Régions	Agro-industrie	Activités liées à l'agriculture	Industrie alimentaire
Emilie-Romagne	23 506	21 550	49 812
Piémonte	4 956	4 579	37 140
Lombardie	8 605	7 443	80 356
Vénétie	10 328	7 814	32 207
Italie	114 199	80 560	402 100

Source : R. Stefanelli (1974, p. 74)

Les considérations développées soulignent que, au moins dans la première phase d'expansion industrielle, le maintien d'un rôle important de l'agriculture dans l'organisation économique régionale a stimulé des synergies entre développement de l'agriculture et soutien des autres activités économiques, en jouant un rôle crucial dans la détermination de la voie d'évolution suivie les années suivantes. A ce propos, il faut rappeler la persistance de l'importance des secteurs de la mécanique et de l'agro-alimentaire qui sont des éléments essentiels dans l'actuel tissu économique de la région et constituent les principales filières de production ; en se référant à la considération d'un autre observateur, «ces filières représentent les cycles productifs qui structurent et intègrent le complexe du système industriel régional» (Tassinari, 1986, p. 67).

III – La bonne performance de l'agriculture régionale (1960-1990)

Dans ses aspects les plus généraux, la modernisation de l'agriculture qui suit la pleine industrialisation de la région n'est pas différente de celle du reste du pays. Si on regarde les principales variables sectorielles, la place de l'agriculture dans l'économie se réduit, ainsi que le nombre total des entreprises et des employés du secteur, l'économie régionale prenant un aspect complètement industriel.

Pour ce qui est des exploitations agricoles, la modernisation sectorielle conduit à une contraction générale du nombre des exploitations et de la surface totale utilisée, même si la dimension moyenne des entreprises se maintient, étant passée en trente ans (1961-1990) de 8 à un peu plus de 11 ha en terme de superficie totale, tandis qu'en terme de superficie agricole utile (SAU) elle reste encore plus stable (de 7,3 à 8,2 ha) (Tableau 4).

Tableau 4. Répartition des exploitations et des superficies (1970-1990)

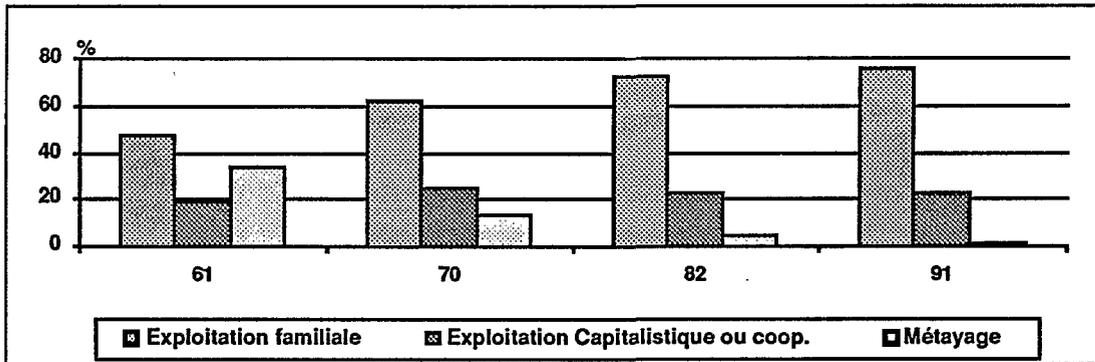
Catégories	Exploitations			Superficie		
	1990	1982	1970	1990	1982	1970
Sans sup.	614	1 250	2 888	0	0	0
Jusqu'à 5 ha	75 209	88 803	97 661	159 669	189 431	211 764
5-30 ha	64 553	75 224	89 286	771 249	874 684	1 010 938
30-50 ha	6 017	5 526	5 025	225 710	206 117	187 317
>50 ha	4 343	3 964	3 356	555 255	522 210	435 382
Total	150 736	174 767	198 216	1 711 883	1 792 442	1 845 401

Source : ISTAT, *Censimento generale dell'agricoltura*

L'élément distinctif de l'évolution structurelle est la disparition du métayage, remplacé en général par l'exploitation familiale, qui devient rapidement le type dominant d'entreprise, surtout à partir de la période 1960-1970. Les exploitations capitalistes et coopératives sont aussi concernées par la concentration de la SAU, surtout dans la période 1960-70 et, dans une moindre mesure, par une gestion familiale d'exploitation (Figure 1).

La spécialisation de la production sur le territoire se manifeste de manière évidente : les exploitations ont changé de spéculations, en renforçant particulièrement les productions animales et la culture des fruits et légumes ; la structure de la production vendable (PBV) régionale s'en trouve modifiée, avec une réduction des productions herbacées à l'avantage de l'arboriculture et de l'élevage (Tableau 5).

Figure 1. Evolution de l'importance des différentes formes d'exploitation



Source : ISTAT *Censimento dell'agricoltura dell'agricoltura*

Tableau 5. Structure de la production agricole (en %)

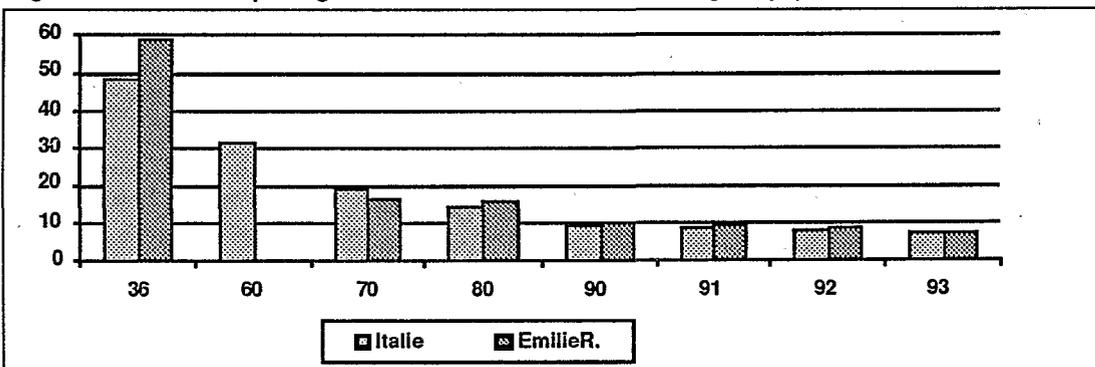
Année	Herbacées	Arboriculture	Elevage	Total	Consom. Int.
1951	42,1	12,8	45,1	100	16,9
1960	32,9	21,9	45,2	100	19,1
1970	28,3	24,9	46,8	100	30,8
1980	27,6	25,6	46,8	100	32,9
1990	26,1	26,8	47,1	100	31,7
1993	28,8	23,1	48,1	100	33,5

Source : ISTAT *Collana di informazione n° 21/1994*

L'évolution des exploitations est très dynamique et tend à consolider les structures moyennes, en terme de dimension et de localisation, avec une réduction constante des unités de production plus petites et plus traditionnelles, surtout dans les zones défavorisées de colline et de montagne⁴.

Toutefois, il faut remarquer que l'agriculture garde une grande place dans l'organisation de l'activité de la région à cause de l'importance du complexe agro-industriel et de la forte intégration avec l'ensemble des activités réalisées sur le territoire régional. La continuité entre l'agriculture et les autres activités est permise par l'absence de gros pôles de concentration industriels et la dispersion de la production. Comme dans la phase historique précédente, le secteur primaire garde son aspect de tissu de cohésion des économies du territoire. D'un autre côté, les pouvoirs publics ont contribué à empêcher la marginalisation du secteur, en lui attribuant une place importante dans les programmes de planification.

Figure 2. Part de l'emploi agricole en Italie et en Emilie-Romagne* (%)

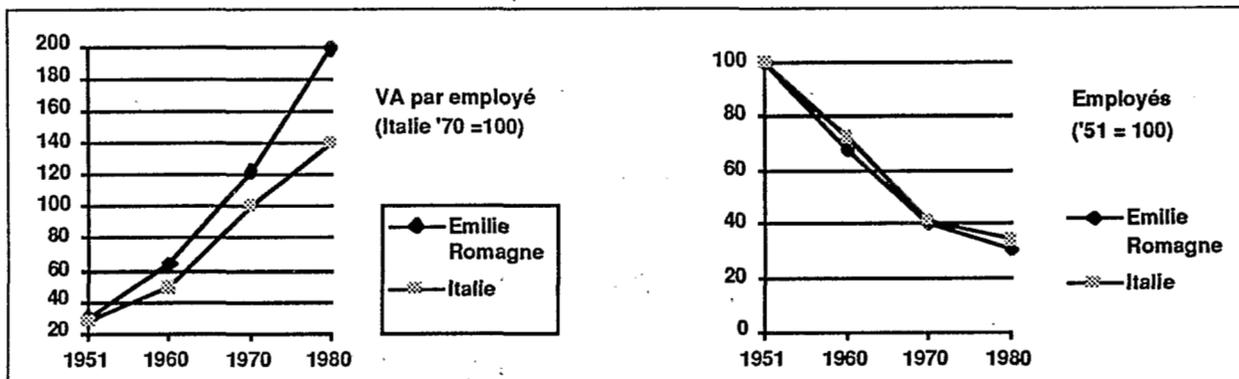


* Données 1950-1960 pour l'ER non disponibles

Source : ISTAT

Une confirmation de ce rôle de l'agriculture peut venir des données sur l'emploi agricole (Figure 2), qui se maintient ici à un niveau plus élevé que dans d'autres régions industrielles limitrophes (comme en Lombardie, par exemple, qui a aussi une bonne orientation agro-alimentaire mais un modèle de développement économique bien différent). On peut faire les mêmes remarques à propos des charges de travail par hectare. En général, on peut observer que, si l'agriculture suit la tendance générale du développement en perdant son poids relatif dans l'économie, le processus est toutefois, ici, plus lent.

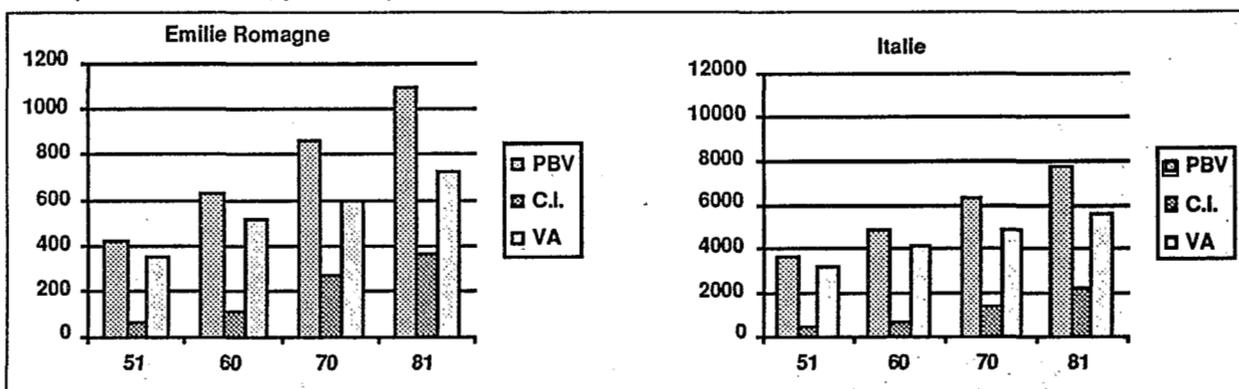
Figure 3. Evolution de la productivité et de l'emploi 1951-80 en Emilie-Romagne et en Italie



Source : ISTAT

L'industrialisation n'a donc pas signifié la marginalisation du secteur primaire mais sa valorisation dans le complexe agro-industriel, agro-alimentaire, économique et social de la région. La croissance de l'agriculture est assurée à l'intérieur d'un développement économique général de la région, qui garde une forte orientation agro-alimentaire. Cette situation favorable a permis une bonne performance de ce secteur, qui a entraîné une croissance généralisée de toutes les productions, avec une augmentation de la capacité productive globale constamment supérieure à celle de l'agriculture nationale (Figures 3 et 4).

Figure 4. Production brute vendable, consommations intermédiaires et valeur ajoutée en Emilie-Romagne et Italie (milliards de liras, prix 1970)



Source : L'agricoltura dell'Emilia-Romagna una regione in Europa, Studi e Ricerche, p.13, 1993

IV – Intégration des exploitations agricoles dans l'économie régionale

En termes généraux, les exploitations sont gérées par la famille (91% des exploitations et 79% de la SAU). Toutefois, cette forme de gestion est très variée : par exemple, la dimension physique influence l'organisation globale de l'exploitation ; en outre, la forte intégration avec l'activité économique et les institutions qui interviennent à divers titres, rendent possible la recherche et l'affirmation de parcours économiques différents pour consolider la situation des exploitations.

Il faut souligner la bonne intégration de ces entreprises au marché du travail et aux activités de service qui représentent un élément important du renforcement économique des entreprises. L'intégration de

l'activité de la famille exploitante au marché du travail salarié se fait dans deux directions. La première tient à la possibilité d'intégrer le travail familial avec un recours au marché. L'utilisation du travail salarié est assez fréquente et augmente en parallèle avec la dimension de l'entreprise ; l'utilisation exclusive de la main-d'oeuvre familiale est typique seulement des petites exploitations. L'ensemble des données disponibles, assez souvent divergentes selon les différentes sources statistiques, montre une structure productive organisée sur une base familiale (81% des journées de travail, dont 42% fournis par les exploitants), avec le marché du travail salarié (37% du nombre des emplois et 17,6% des journées), qui a un rôle important de soutien de l'organisation de la famille paysanne. A ce propos, il faut souligner que l'emploi familial décroît régulièrement, tandis que le travail salarié a une dynamique plus lente (Figures 5 et 6).

Figure 5. Développement de l'emploi et de la productivité du travail (valeur ajoutée par employé) en ER et en Italie pendant les dix dernières années

Source : D'après données ISTAT-INEA

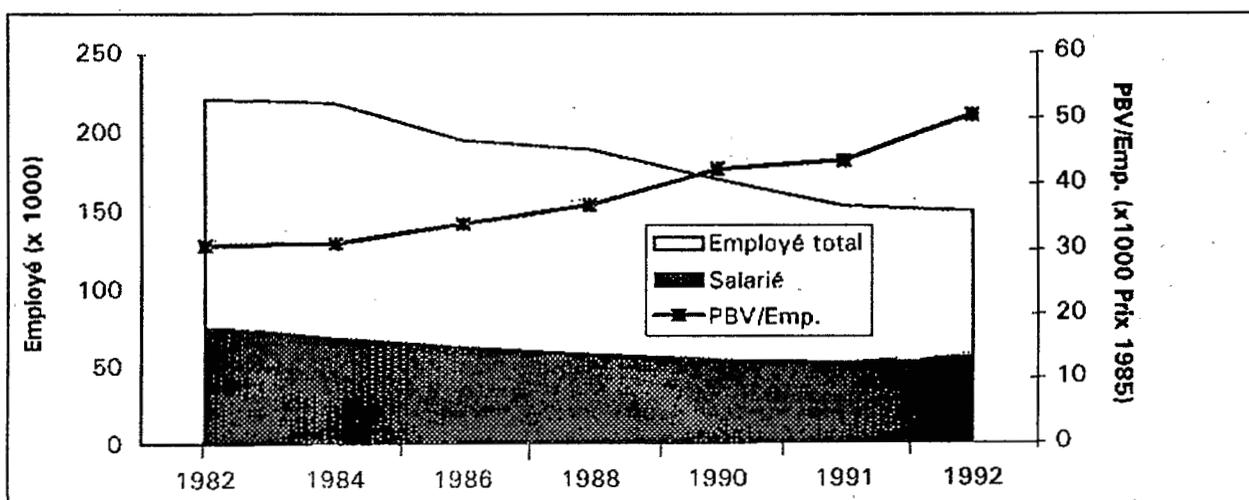
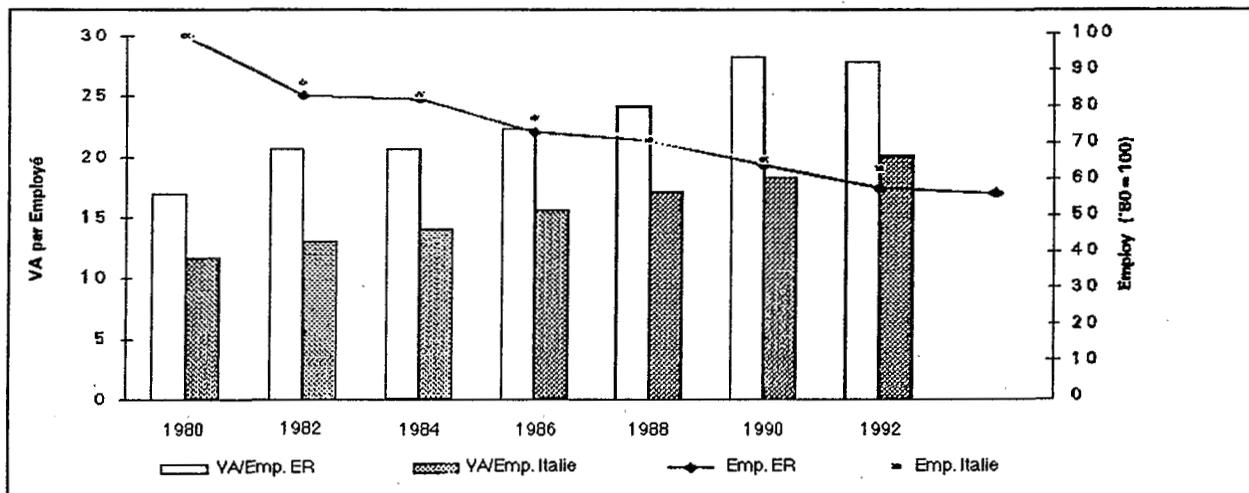


Figure 6. Evolution de l'emploi et de la productivité par employé en ER

Source : D'après données INEA (1993)

La deuxième forme d'intégration de la famille concerne ses relations avec le contexte socio-économique général et se manifeste par d'autres aspects, tels que l'activité à temps partiel ; cette forme d'intégration est très fréquente chez les exploitants, mais surtout chez les autres membres de la famille, et met en évidence l'importante intégration de l'activité agricole aux autres activités (Tableau 6).

Tableau 6. Exploitations familiales⁵ à temps plein ou partiel en %

	Temps partiel	Temps plein sans "successeur"	Temps plein "avec successeur"	Total
Plaine	53,5	18,8	27,7	100
Colline	64,3	15,7	20,0	100
Montagne	74,5	11,8	13,7	100
Emilie-Romagne	60,1	16,7	23,2	100

N.B. : Par "temps plein", on entend plus de 150 journées de travail par an. Par "successeur", on entend qu'au moins un membre de la famille travaille plus de 150 journées par an et a moins de 55 ans.

Source : D'après données *Assessorato Agricoltura*.

Une autre forme importante d'intégration a lieu avec l'activité des services, tant privés que publiques, aboutissant à améliorer l'utilisation technologique et le procès de modernisation à ce niveau. En général, en accord avec l'évolution typique du procès de modernisation sectorielle, la mécanisation est plutôt forte et a permis une considérable réduction du travail par hectare : selon les données du dernier Recensement de 1991, les exploitations utilisent un nombre moyen de 31 journées de travail et 33,7% des exploitations ont moins de 50 journées de travail par an. Toutefois, à côté de la mécanisation privée, il faut souligner l'utilisation massive des services en compte-tiers. Ces services, très répandus au niveau national (53% des exploitations) le sont encore plus en ER où 73% des exploitations sont concernées. L'activité des tiers s'est largement substituée au travail familial et salarié, augmentant la flexibilité des exploitations à organiser les facteurs de production indépendamment de leurs dimensions. L'extension considérable du compte-tiers a donc constitué un élément important dans la rationalisation et la pleine utilisation de la technologie. Les services constituent donc des facteurs importants permettant de supprimer le dualisme technologique qui, auparavant, différençait nettement la grande entreprise de la petite (Bertolini P., Meloni B., 1979).

L'extension du compte-tiers est un autre aspect important de l'intégration des exploitations aux différentes activités du territoire : d'une part, s'étant révélé fonctionnel pour une bonne gestion des entreprises, il s'est rapidement consolidé et, d'autre part, il constitue un enrichissement du tissu d'entrepreneurs locaux et il est évident que la plupart des entreprises en compte-tiers offrent leurs services aux autres secteurs, comme les constructions ou l'Administration publique.

Comme on peut s'y attendre, en raison de la forte intégration de l'agriculture aux activités de transformation industrielle, il y a une forte augmentation (6% des exploitations) des compte-tiers intéressant le cycle productif complet. Dans cette forme particulière de compte-tiers, la direction de l'entreprise se trouve à l'extérieur et les fonctions mêmes de l'entrepreneur sont modifiées. Dans ce cas, il s'agit surtout d'un effet généré par l'intégration contractuelle avec les entreprises de transformation, qui exigent de contrôler le cycle complet de production de la matière première afin de standardiser la production et de stabiliser la qualité. La diffusion de ces formes d'intégration et son niveau varient en fonction des différents secteurs productifs. Cet aspect, encore restreint, a toutefois une grande importance en tant que tendance de l'évolution de l'organisation productive dans un système agro-alimentaire de plus en plus intégré, où l'agriculture n'a pas encore la capacité d'organisation pour se confronter et répondre aux exigences des structures de la transformation industrielle. Compte tenu de ces aspects structuraux, une intégration de ce type peut être une alternative efficace pour les acteurs intéressés.

Le développement d'activités de services est une variable centrale dans l'organisation de l'agriculture. Il faut souligner, notamment, le rôle fondamental joué par les services publics : c'est le cas de l'expérimentation pour améliorer la production végétale et animale, et plus généralement des services d'assistance technique. Ceux-ci ont été un point positif de l'activité de l'administration régionale, et un élément crucial pour favoriser l'adoption des technologies productives innovatrices. La présence d'un réseau coopératif efficace a aidé, à son tour, la diffusion des innovations parmi les exploitations (c'est le cas, par exemple, de l'adoption des techniques de production à bas impact environnemental, comme la lutte intégrée).

Il faut souligner deux autres aspects particuliers d'intégration, l'un au niveau organisatio-institutionnel entre système productif et institutions locales, l'autre au niveau organisatio-structurel entre exploitations,

qui se concrétise dans une extension considérable des différentes formes coopératives. On peut voir des relations entre ces deux aspects qui constituent ensemble un trait dominant du développement de la région et un élément crucial de sa spécificité. En effet les institutions locales, gérées à partir de l'après-guerre par la gauche (ancien Parti Communiste, maintenant devenu PDS), avaient un intérêt idéologique au soutien de la coopération, qui d'un autre côté était bien enracinée dans le contexte rural, orienté politiquement à gauche. Ici la coopération a trouvé un terrain de culture dans les mouvements anarchistes de la fin du XIXe siècle et, après, dans les mouvements socialistes et la forte syndicalisation des masses ouvrières agricoles entre les deux guerres et l'après-guerre, jusqu'aux années 1960. Les traits précaires que présentait ici le travail agricole et sa place importante dans l'économie régionale ont été un terrain de croissance favorable aux idéologies socialistes qui ont stimulé et soutenu le mouvement coopératif dans sa période d'établissement.

L'histoire de la coopération, de ses objectifs politiques, des instruments techniques adoptés pour le fonctionnement économique, de la capacité d'adaptation aux changements du contexte économique, a certainement joué un rôle important pour le redressement économique de la région, même si ce sujet n'a pas encore été analysé de façon suffisamment détaillée pour permettre de reconstruire le cadre complet de son action⁶. En particulier, la coopération a joué et joue encore un rôle fondamental pour le développement du système agro-alimentaire. Ceci résulte évidemment du fait qu'un grand nombre de secteurs de transformation industrielle de la région appartient à la coopération : on cite, à titre d'exemple, le cas du Parmesan, dont la production s'est conservée et consolidée au cours du temps grâce à l'action de la coopération, au niveau de la transformation, de l'affinage et de la défense collective du produit (Consortium du Parmesan). On peut citer de nombreux autres exemples tant il est évident que le réseau coopératif a eu une diffusion massive dans tous les secteurs de production de la région.

Le rôle de la coopération a également été crucial dans la consolidation et le redressement des petites et moyennes entreprises : l'action de coordination et la création de diverses synergies positives sur le territoire, exercées par la coopération, a consolidé le tissu de la petite production, qui représente un important système économique régional et un élément de liaison de l'environnement productif et, plus généralement, social de la région entière ; c'est particulièrement évident dans les secteurs liés à la consommation traditionnelle, où la coopération a contribué à consolider les conditions économiques de production et la recherche d'une meilleure place sur le marché. Elle a permis une coexistence efficace entre filières et systèmes modernes, centrés sur la présence des gros groupes industriels (Barilla, Parmalat, Ferruzzi, Covalpa-Mon Jardin, Del Monte, etc.) et systèmes traditionnels (Parmesan, Jambon de Parme, Vin Lambrusque, Vinaigre de Modène), centrés surtout sur les systèmes locaux de petites et moyennes entreprises (districts industriels), qui sont caractérisés en général par la présence de la coopération et surtout de consortiums pour la valorisation de produits typiques.

A cause de la complexité tracée ci-dessus, l'évolution des exploitations agricoles est de plus en plus conditionnée par le système de relations qu'elles établissent à l'extérieur, avec les autres composantes du système agro-alimentaire, les différents marchés (produits, capitaux et technologies, travail), les institutions, etc.

En ce qui concerne l'intégration avec les institutions locales, on a déjà souligné l'action positive jouée par le soutien de la coopération et son effet bénéfique sur le système des petites et moyennes entreprises (les deux aspects sont liés dans l'agro-alimentaire). De plus, l'action des administrations locales vers un modèle de développement a suivi au moins deux directions : la première porte sur l'action de guide et de contrôle du développement du territoire et de soutien des différentes formes d'entreprise locale, qui s'est concrétisée avec la création de zones territoriales équipées pour les structures artisanales et industrielles (Giovannetti, Zini, 1991). Il est évident que l'effet positif de cette action a contribué à maintenir la diffusion et la diversification des formes économiques sur le territoire régional ; il s'agissait souvent d'activités artisanales, très liées à la culture traditionnelle de production et, pour cette raison, généralement liées à l'agriculture, comme dans le cas de la transformation des produits typiques ou même de la mécanisation agricole ou de l'industrie des facteurs techniques de production pour l'agriculture : comme on peut le voir, il s'agit de secteurs qui représentent des éléments centraux pour le développement du système agro-alimentaire régional.

L'autre action positive menée par les Institutions locales porte sur l'habilité à rechercher et utiliser les financements nécessaires pour stimuler, guider et aider les potentialités existantes sur le territoire : à ce propos, il y a eu dans les dix dernières années de nombreuses études qui montrent la particularité de cette région dans un contexte national où il y a eu une mauvaise orientation de l'activité économique et un système régional ayant les mêmes défauts. Dans ce contexte, l'ER a eu la meilleure performance en termes de gestion des ressources financières (Sotte Novach D., 1988 ; Finuola, 1989 ; Antonelli, 1991). A son tour, la vitalité associative des acteurs sociaux a permis une bonne utilisation des ressources financières publiques nationales et européennes⁷.

V – Conclusions

Au cours de ce travail, nous avons examiné les principaux traits de la modernisation agricole de la région, en soulignant les caractéristiques les plus originales de ce modèle. En particulier, nous avons cherché à souligner que c'est le fait que l'agriculture n'ait pas eu une place subalterne et marginale dans le contexte économique et social qui a permis le développement d'un système agro-alimentaire efficace, qui constitue un des secteurs les plus puissants et dynamiques au niveau territorial (mais aussi national). Nous avons vu aussi l'importance de la diversification de l'agriculture qui a certainement contribué à consolider un complexe agro-alimentaire également diversifié.

Ensuite, nous avons essayé de montrer les principales variables dans la détermination de cette évolution, comme la bonne intégration entre activité agricole et autres activités, la coopération et l'action des institutions locales, qui ont contribué à maintenir la diversification des activités et des organisations productives, élément fondamental du succès économique du système agro-alimentaire de la région.

La complexité des relations entre systèmes d'entreprises à différents niveaux, marchés des produits et des facteurs, institutions économiques et administrations, rend plus difficile l'analyse et la définition de typologies d'exploitations agricoles dont les traits d'intégration avec le complexe du système local deviennent une variable clé du succès ou de la faillite économique.

A ce stade, on se demande si le cas de l'ER peut présenter des problèmes plus importants, soit sur le plan empirique, soit sur le plan théorique. La réponse à cette question peut être donnée en examinant les trois points suivants :

- il est nécessaire de revoir les mécanismes qui guident la division sociale du travail et la structure interne des unités productives. En particulier, dans une économie qui réunit des processus hétérogènes, il ne faut plus considérer uniquement le concept d'économie d'échelle mais aussi celui des économies de but ou variété (*scope economies*) ;
- il faut dépasser une vision sectorielle des problèmes de modernisation et de développement au niveau agricole. En termes plus généraux, on devrait réviser l'idée commune de la micro-économie standard d'efficacité économique, basée sur les hypothèses d'équilibre partiel de secteurs homogènes ;
- si on considère vrais les deux points précédents, on arrive à mettre en discussion la théorie des avantages comparatifs, fondée presque uniquement sur l'hypothèse d'économies d'échelle, basées sur la division du travail dans la production de produits homogènes.

Les trois points concernent respectivement les aspects micro, meso et macro de l'analyse. On peut trouver un élément commun aux trois niveaux si on intègre dans l'analyse le concept de coûts transactionnels avec l'acception expliquée ci-après.

La position désormais traditionnelle de Williamson (et suite) a tendance à considérer les coûts transactionnels comme des frictions dans le fonctionnement du système. Dans ce contexte, le choix entre faire ou acheter (*make* ou *buy*) se réduit à une option automatique qui est la conséquence de certaines conditions particulières. Contrairement à cette position, Coase cherche plutôt à souligner l'importance du

contexte où l'entreprise agit et montre l'impossibilité de définir le choix de faire ou acheter d'une manière automatique et univoque. Dans ce contexte théorique, les limites de l'entreprise et la définition même des conditions d'efficacité deviennent plus vagues. Autrement dit, suivant la position de Coase, on peut penser aux coûts transactionnels comme à un procès actionnable par l'entreprise et proche de ses possibilités productives – on pourrait dire «limitrophe» de l'entreprise. A ce propos, Coase a proposé de changer les concepts traditionnels de coûts variables et fixes en coûts évitables et inévitables. Il est évident que la proximité considérée ici est la possibilité potentielle, pour l'entreprise, d'activation d'un procès productif. Toutefois, dans un contexte méthodologique de ce type, même la proximité géographique des différentes activités tend à acquérir de l'importance. De cela nous pouvons déduire que les coûts transactionnels baissent d'autant plus que le tissu productif se détermine historiquement comme varié et diversifié, comme dans le cas de la Région considérée. Les entreprises recourent de plus en plus au marché, en consolidant la division sociale du travail et un procès de croissance économique centré sur la diversification de l'activité.

A la suite de l'analyse effectuée, l'efficacité de l'entreprise ne peut plus suivre la ligne naturellement tracée par les techniques productives – agronomiques ou d'équipements – qui permettent la réalisation d'un produit ; elle suit aussi toute la gamme des activités de l'entreprise faites directement ou obtenues par l'échange. Cela impose une réflexion sur les limites d'entreprises qui sont de plus en plus intégrées et, dans le même temps, sur la typologie des systèmes de relations entre entreprises à l'intérieur des différents procès d'intégration. En outre, on devrait s'attendre à ce que les activités présentes dans un contexte économique et les types d'entreprise puissent influencer le marché des facteurs : en effet l'échange des services et des facteurs est déterminé par les habitudes et les règles d'emploi existantes dans le contexte et ceci agit sur les coûts-opportunités des facteurs mêmes.

La micro-économie moderne est de plus en plus sensible à ces arguments et montre les limites des instruments d'analyse traditionnelle, surtout pour ce qui concerne la délimitation de l'entreprise dans une situation d'économie intégrée et de coûts transactionnels. En outre, si la théorie analyse les marchés intérieurs de l'entreprise, elle n'est pas prête à prendre en compte les unités possibles de coordination extérieure à l'entreprise (consortiums, etc.).

L'étude du cas proposé ici confirme que l'évolution et le succès économique des procès agro-industriels va conduire à l'activation d'économies de variété sociale. Sous cet angle, l'étude de la région peut offrir, à son tour, des éléments intéressants pour approfondir ces thèmes nouveaux de théorie économique. Par exemple, à propos de la possibilité de reproduire ou d'exporter ailleurs le modèle examiné, il est évident qu'il y a une grande différence avec l'économie standard : en effet, cette possibilité considère les conditions générales qui peuvent maintenir et augmenter les instances positives du territoire plutôt qu'un modèle abstrait d'entreprise sur la base de la réalisation d'économies d'échelle.

Notes

1. L'expression a été utilisée pour la première fois par Marshall et a été développée dans les années 1970 dans le cadre de nouvelles théories.
2. La diversification productive était une caractéristique distinctive, par rapport aux autres régions, déjà dans la période précédant la dernière guerre mondiale, comme les études de cette période l'ont mis en évidence, cf. Serpieri, 1947.
3. L'histoire de la famille Gardini du groupe Ferruzzi est très fortement liée à l'histoire de la chimie italienne ; les racines dans l'agriculture sont évidentes si on rappelle le surnom de "paysan" donné à Raoul Gardini, leader du groupe industriel.
4. Cette évolution n'est pas encore finie et son ampleur semble augmenter avec la nouvelle orientation de la politique commune européenne.
5. Exploitations familiales et métayage.
6. Il faut souligner que les études sur la coopération et sur son rôle dans cette région sont plutôt fragmentées et incapables de donner un cadre global et pertinent de son action.
7. Dans les années 1960, par exemple, les coopératives ont utilisé la plupart des sources financières de la plus importante loi nationale (Plan Vert) ; au niveau européen, il est connu que l'ER est le principal utilisateur italien des ressources liées aux règlements qui aident la transformation des produits (reg. 17 et 355).

Références

- Antonelli G. (1992). "Quadro istituzionale e politica agraria in Italia: l'esperienza degli anni ottanta". In : De Meo G: (a cura di). *Il governo dell'adattamento dell'agricoltura italiana: istituzioni e strumenti*, Atti del xxviii convegno Sidea, Il Mulino, Bologna.
- Bagnasco A. (1977). *Tre Italie. La problematica italiana dello sviluppo territoriale*, Il Mulino, Bologna
- Bellandi M., Russo M. (a cura di) (1994). *Distretti industriali e cambiamento economico locale*, Rosenberg e Sellier, Torino.
- Becattini G. (1987). *Mercato e forze locali: il distretto industriale*, Il Mulino, Bologna.
- Bertolini P. (1988). "Produzioni doc e difesa delle economie locali: il caso del parmigiano reggiano". *La questione agraria*, n° 30.
- Bertolini P., Di Donato G. (1994). "Tradizione ed innovazione in un'area di produzione vitivinicola: un'indagine di campo". *Agricoltura delle Venezie*, n° 6.
- Bertolini P., Gianaroli M. (1988). *L'applicazione delle politiche strutturali attraverso l'analisi dei flussi finanziari comunitari*, Dipartimento di Economia Politica, Università di Modena, Modena (dattiloscritto).
- Bertolini P., Meloni B. (1979). *Azienda contadina. Sviluppo economico e stratificazione sociale*, Rosenberg e Sellier, Torino.
- Brusco S. (1979). *Agricoltura ricca e classi sociali*, Feltrinelli, Milano.
- — (1989). *Piccole imprese e distretti industriali*, Rosenberg e Sellier.
- Collectif (1969). *I braccianti. 20 anni di lotte*, Esi, Roma.
- Corner P. (1993). *Contadini e industrializzazione*, Laterza.
- D'Attore P.P., Zamagni V. (1992). *Distretti, imprese, classe operaia. L'industrializzazione dell'Emilia Romagna*, Angeli, Milano.
- ERSA (1989, 1990, 1991, 1992). *L'agro-industria in Emilia-Romagna*, Calderini, Bologna.
- Fanfani R., Galizzi G. (1994). *Il sistema agro-alimentare dell'Emilia-Romagna*, Angeli, Milano.
- Finuola R. (1989). "La spesa delle regioni in agricoltura nel periodo 1976-1987: un tentativo di sintesi". *Rivista di politica agraria*, n° 4.
- Forni M. (1987). *Storie familiari e storie di proprietà*, Rosenberg e Sellier, Torino.
- Francia M., Muzzioli G., (1984). *Cent'anni di cooperazione. La cooperazione di consumo modenese dalle origini all'unificazione (1864-1968)*, Il Mulino, Bologna.
- Giacomini C. (1980). "Strategia e sviluppo della cooperazione agricola in Italia". *Rivista di Economia Agraria*, n° 1.
- Giacomini C., Bertolini P. (1994). "Vecchie e nuovi problemi dell'agricoltura italiana". *Rivista di politica agraria*, n° 6.
- Giorgetti G. (1974). *Contadini e proprietari nell'Italia moderna. Rapporti di produzione e contratti agraria dal secolo xvi a oggi*, Einaudi, Torino.
- Giovannetti E. (1994). "Economia agraria ed economia industriale: alla ricerca di unità di analisi comuni. Riflessioni teoriche e risultati empirici". In : IACOPONI L. (a cura di) (1994), *Il sistema del Parmigiano Reggiano. un rilevante caso di studio del settore agro-alimentare italiano*, Il Mulino, Bologna.
- Giovannetti E., Zini A. (1991). "Il distretto industriale Emilia". *Piccola impresa*, n° 1.
- INEA (annate varie), *Annuario dell'agricoltura italiana*, Roma.
- — (1993). *Dodici anni di agricoltura in Italia (1980-1991)*, Il Mulino, Bologna.
- ISTAT, *Censimento Generale dell'Agricoltura*.
- —, *Censimento Generale dell'Industria*.
- Istituto G. Tagliacarne (1994). *Divari territoriali dello sviluppo agricolo nel decennio 1980-1990*, Angeli, Milano.
- Mora C., Mori S. (1994). "Alcune riflessioni sul distretto agro-industriale: il caso della zona tipica di produzione del Prosciutto di Parma". *Parma Economica*, n° 3.
- Morandi R. (1959). *Storia della grande industria in Italia*, Einaudi, Torino.
- Muzzioli G. (1985). *Vicende e protagonisti della cooperativa industrie alimentari modenesi (CIAM), 1948-1975*, Coptip, Modena.
- NOMISMA (1992, 1993, 1994). *Rapporto sull'agricoltura italiana*, Il Mulino, Bologna.
- Pacciani A., Petriccione G. (1993). *La cooperazione agro-alimentare in Italia*, Il Mulino, Bologna.
- Regione Emilia Romagna, *Assessorato Agricoltura*, Materiale vario.
- Saccomandi V. (1986). *Cooperazione e cooperativismo in agricoltura*, REDA, Bologna.
- Serpieri A. (1947). *La struttura sociale dell'agricoltura italiana*, Edizioni Italiane, Roma.
- Sotte F., Novach D. (1988). *Libro bianco sulla spesa delle Regioni in agricoltura*, Agenzia dei servizi interparlamentari, Editori del Grifo, Roma.

- Stefanelli R. (1974). *L'agricoltura nella crisi italiana*, Ed. Sindacale Italiana, Roma.
- Tassinari G. (1986). *Il sistema industriale dell'Emilia Romagna*, Il Mulino, Bologna.
- UNIONCAMERE (1994). *Statistiche regionali. Emilia-Romagna*, n° 781.
- Vellante S. (1985). "Disattivazione aziendale ed omologazione sistemica e territoriale nel processo produttivo agricolo". In : DI SANDRO G. (a cura di) (1985), *L'innovazione in agricoltura ed i suoi effetti*, Ipra. Cnr, Roma.
- — (1981). "Aspetti del cambiamento tecnologico, forme di produzione emergenti e organizzazione aziendale. *La questione agraria*, n° 4.
- Williamson O.E., Winter S.G. (ed.) (1991). *The nature of the firm*, Oxford University Press.
- Zangheri R. (1977). *Agricoltura e contadini nella storia d'Italia*, Einaudi, Torino.
- Zaninelli S. (1971). *Le lotte nelle campagne 1880-1921*, Celuc, Milano.



Carte des provinces de l'Emilie Romagne (Italie)

